



AVIS

Conseil Économique Social & Environnemental Régional



Avis sur « Soutenir les agriculteurs normands »

Résultat du vote :

UNANIMITÉ

**Rapporteur :
M. Hubert VAUDRY**

La Région présente un point d'étape de la mise en œuvre de sa stratégie régionale en faveur de l'agriculture ainsi qu'un point d'avancement du PDRR (Programme de Développement Rural Régional) 2014-2020.

La stratégie régionale adoptée en octobre 2014, préalablement à l'élaboration du PDRR, se décline en 4 axes :

- Assurer le renouvellement de la population agricole en favorisant l'installation, la transmission des exploitations et l'amélioration des conditions de travail,
- Orienter les exploitations agricoles, en particulier les systèmes d'élevage, vers la double performance économique et environnementale,
- Favoriser le développement de l'agriculture biologique,
- Créer de la valeur ajoutée à partir de produits agricoles régionaux de qualité.

En 2015, la Région consacre 5 M€ à la mise en œuvre de sa stratégie agricole. Ces derniers seront confortés par le FEADER (Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural) qui représente un véritable effet levier pour accompagner la mutation des pratiques agricoles vers l'agro-écologie. Malgré une adoption encore à venir (novembre 2015), certains dispositifs du programme ont été mis en œuvre dès 2014 et un grand nombre de mesures ont été anticipées en 2015.

Le CESER prend acte de l'état d'avancement de la stratégie régionale en faveur de l'agriculture et du PDRR mais regrette le retard pris dans l'adoption de ce dernier. Il souligne l'urgence à soutenir le monde agricole et à l'accompagner dans la mutation agro-écologique de ses pratiques. A ce titre, il rappelle la nécessité d'investir dans la recherche - en lien avec les GRR - et la formation initiale afin d'enrichir les nouvelles techniques et pratiques relevant de l'agro-écologie d'une part, et de provoquer un réel effet d'entraînement par l'acculturation des nouveaux agriculteurs, d'autre part.

La stratégie régionale s'inscrit en cohérence avec les propositions que le CESER formulera prochainement dans le cadre de sa contribution sur l'agro-écologie.

Déclaration des groupes

MADAME SABINE LEFEBVRE

Par accord entre la Confédération paysanne et la Coordination rurale

Si la Confédération paysanne ne peut qu'approuver la plupart des mesures annoncées, d'autres nous paraissent un peu utopiques, comme l'aide à la « Normandisation » des cheptels : Si les éleveurs laitiers ont « Hollandisé » leur cheptel, c'est que ces vaches prim-holstein donnent plus de lait qu'une normande. A l'heure où l'on ne cesse de baisser le prix du lait aux producteurs, qui va être assez fou pour, en plus, baisser sa production ?

Pour information, nous avons été payés :

- En août : 359,36 euros les 1000 litres
- En septembre : 333,58 euros et les baisses ne sont pas terminées ! Je signale que pour commencer à gagner notre vie, il faudrait 400 euros.

Certaines mesures paraissent scandaleuses non pas sur le fond, et j'insiste, pas sur le fond, mais sur la forme, dans la mesure où l'on fait payer au citoyen contribuable les mesures agro-écologiques, alors que depuis des décennies, ce sont les industries produisant engrais et produits phytos qui s'enrichissent.

Enfin, dernière mesure scandaleuse : on fait encore supporter aux citoyens contribuables les aides compensatrices de la politique agricole commune, alors que quelques-uns gagnent le beurre, l'argent du beurre et parfois même la crème, en spéculant sur les produits de première nécessité pour l'alimentation mondiale, entraînant pour les producteurs des prix ridiculement bas, au point de devoir leur donner des compensations qui font passer les agriculteurs pour des éternels aidés par les citoyens.

Compensations qui obligent, en plus des 80 heures de travail par semaine, à passer des heures et des heures à remplir des papiers et courir les bureaux de la DDA, sans compter les contrôles.

A la Confédération Paysanne, nous avons toujours réclamé des prix, pas des primes.

MONSIEUR JEAN-CLAUDE ROGER

Au titre de l'Union régionale des syndicats CFDT de Haute-Normandie

Notre intervention est en rapport avec les éléments d'informations qui nous ont été présentés par Monsieur le Président du Conseil Régional de Haute Normandie concernant le soutien à l'Agriculture Normande, ainsi que sur le projet d'avis de la 4^{ème} commission du CESER.

Nous précisons que nous voterons le projet d'avis de la 4^{ème} commission du CESER qui met en avant quelques orientations qui font partie de nos préoccupations. Par contre, nous considérons que l'action sur l'emploi des salariés agricoles aurait mérité autant d'attention que celle de la transmission et l'installation des exploitants agricoles. Car créer des emplois salariés est déterminant si on veut développer une agriculture valorisant nos productions locales.

Nous nous interrogeons également sur le paragraphe concernant le monde agricole, quand il ne reste qu'une ou deux exploitations par village. Nous aurions plutôt préféré une référence au monde rural, qui lui aussi est en crise, ne serait-ce que par la disparition de nombreux services publics.

Défendre notre agriculture ne pourra pas être éternellement une course aux aides et aux subventions, exonérations de cotisations sociales tous azimuts. Toutes ces aides sont déjà très importantes pour une population active en réduction permanente.

C'est pour cette raison que nous ne réclamons pas forcément la réduction des aides, mais des actions beaucoup mieux ciblées. Pour information, voici un exemple passé : verser des aides pour la mise aux normes des bâtiments d'élevage, où les vaches laitières ont disparu peu après et où le bâtiment d'élevage sert au stockage de blé en ferme en attente de spéculation sur la bourse de Chicago, cela interpelle ?

Maintenant il est versé des aides pour créer des fermes usines qui vont coupler d'autres aides pour la production d'énergie, solaire, et/ou méthane et feront que la production de viande et de lait deviendront des sous-produits, feront une pression de bas prix sur les marchés, et les petites exploitations familiales auront beaucoup de mal à survivre.

Sans oublier, les conséquences néfastes sur la qualité des produits et sur l'environnement.

Pour soutenir l'agriculture, malheureusement tout ne se décide pas au niveau de la région, loin s'en faut, même si nous pouvons à la marge en corriger certains excès.

Mettre en place une autre agriculture devient donc une nécessité, de plus en plus de paysans en sont conscients. Ils réclament des prix de ventes corrects de leur production.

Le système de production sans limite destiné à saturer les marchés nationaux et internationaux fait qu'aujourd'hui toutes les productions sont progressivement vendues au dessous des coûts de productions.

Les producteurs de lait, à qui on avait promis monts et merveilles, ont à peine terminé leurs investissements que les cours s'effondrent, et une fois de plus les agri-

managers reviennent pour demander des aides publiques et davantage d'exonérations de cotisations sociales.

Non seulement, ils ont cassé le marché du lait en sur-produisant, mais c'est aux contribuables de payer.

Face à cette situation, il y a les tenants de la thèse qu'il faut encore davantage soutenir ce système de production outrancière afin d'être, soit disant, plus fort que son voisin, plus fort que le pays voisin, plus fort que le continent voisin ; en espérant que le voisin ne pourra pas suivre. Le gagnant sera celui qui jouera sur le moins disant social dans le monde, ou qui n'aura pas été percuté par les cataclysmes climatologiques générés notamment par notre agression sur les milieux naturels.

Pour nous, l'objectif n'est pas de survivre grâce au départ de son voisin, mais de vivre en espérant que demain, des voisins s'installent afin de créer une vie rurale équilibrée.

Si nous voulons accentuer l'installation de jeunes agriculteurs, attirer des salariés agricoles, il faudrait également être en mesure de leur offrir tous les services auxquels tout un chacun à droit.

L'urgence à soutenir ce que certains appellent le « monde agricole », dépasse largement la région, elle implique la remise à plat de nombreuses pratiques, une répartition différente des aides est donc absolument nécessaire. Car d'ici quelques années, nous donneront le même montant d'aides à 150 000 agri-managers en France. Bonjour l'aménagement du territoire !

Revoir ce système ne sera pas chose aisée car cela touche les intérêts de gros groupes de pression politique, mais surtout économique ; des trusts déguisés en coopératives, soutenus par des personnalités très influentes, mais également par de groupes internationaux. Pour eux tout va dans le bon sens, il faut même en remettre une louche.

Plumer les quelques sous qu'ils restent sur le territoire local, l'adéquation leur paraît simple, la collectivité finance les plans sociaux, récupère les blessés de la vie professionnelle, tant agriculteurs que salariés ; et eux poursuivent leur quête du plus grand profit.

Contrairement à ce qu'affirment certains, ils engagent la délocalisation de nombreuses productions, hors du territoire.

Ce comportement finira par devenir un vaste problème pour notre pays, voire l'Europe, il s'agit là de notre autosuffisance alimentaire qui se trouve remise en cause.

Défendre l'avenir de ce secteur doit être porté par les citoyens et malheureusement notre message n'est pas appuyé par de grands lobbies médiatiques.

Néanmoins, pour conclusion, nous vous soumettons cette citation de Gandhi.

« Une erreur n'est pas une vérité parce qu'elle est partagée par beaucoup de gens ; tout comme une vérité n'est pas fausse parce qu'elle est émise par un seul individu ».

Je vous remercie de votre attention.

MONSIEUR JEAN-PIERRE GIROD

Au titre du Parc naturel régional des Boucles de la Seine normande

Je tiens à souligner que les quatre axes de la stratégie régionale sont pertinents et indispensables pour notre environnement.

Les contraintes viennent de la PAC qui a conduit à la suppression des quotas et de tout soutien des prix ; ce qui oblige la Région à intervenir.

Les récents événements nous rappellent la problématique des ruissellements et, dans notre région, notre obligation à maintenir des herbages.

Au niveau environnemental, il est indispensable de maintenir des écosystèmes prairiaux voire avec de l'agro-foresterie pour développer la biodiversité et apporter des solutions en terme de ruissellement.

Concernant la « Normandisation » des cheptels, promouvoir une AOP permet, comme la Franche-Comté, d'avoir des prix plus rémunérateurs, avec une race laitière.

Produire un lait de plus grande qualité est indispensable sinon la valorisation économique sera à terme vaine.

MONSIEUR JEAN-PIERRE DELAPORTE

Au titre de la Chambre régionale d'agriculture de Normandie

On est d'accord sur beaucoup de sujets malgré tout. Il faut être réaliste. Sur la politique des prix, on est forcément tous d'accord, mais Jean-Pierre GIROD vient de dire des choses très importantes sur les AOC et sur la qualité du lait normand. Cela nous permet de valoriser certains produits et, je pense, ce n'est pas mal.

Plus largement que cela, on a fait des tournées un peu partout dans la grande distribution ces mois passés et on s'est aperçu que beaucoup de choses que l'on mange ne sont pas françaises. Si l'on veut faire manger aux Français de la nourriture française, et cela me paraît assez logique, il faut aider cet élevage qui est dans une crise terrible.

Moi, je mélange tous types d'élevage. Je ne fais pas de discrimination de dimensions d'élevage. Je n'ai pas dit que la Ferme des Mille Vaches était un bon exemple. Je ne dis surtout pas cela, mais il y a des entreprises qui se regroupent aujourd'hui pour continuer à produire français, des exploitations agricoles. Si l'on n'aide pas ces gens-là, le lait viendra d'ailleurs. Si c'est ce que l'on veut, il faut le savoir. Les cochons viennent déjà d'ailleurs, vous le savez bien. Il faut savoir ce que l'on veut.

Je pense qu'il ne faut pas être discriminatoire et il faut faire feu de tous bois.

Cet avis du CESER me convient bien, même si l'agro-écologie n'est pas si simple que cela à atteindre. Jean-Pierre GIROD a raison. Il faut faire de gros progrès. Je suis complètement d'accord. Mais de grâce, ne nous opposons pas les uns les autres. Faisons de tout ce que l'on a sur le territoire des plus plutôt que des moins.

La Normandie que nous aurons au mois de janvier, que nous avons depuis 40 ans que nous travaillons ensemble à Caen, je vous l'ai déjà dit (peu importe que ce soit à Caen ou ailleurs, ce n'est pas un problème), est un atout formidable pour l'alimentaire, l'agro-alimentaire, des coopératives, des négoce, des gens qui travaillent, créent beaucoup d'emplois contrairement à ce qui peut être pensé sur des gammes de légumes en quatrième gamme ou des choses comme cela. Ce sont des plus pour notre région. Ne nous divisons pas. Ne nous opposons pas. Regardons. Tous les modèles sont bons du moment qu'ils permettent à une exploitation d'en vivre et que l'on a des actifs agricoles, c'est-à-dire des salariés avec nous.

Surtout, je pense qu'il faut que nous soyons unis plus que jamais, parce que cela va très, très mal. Les éleveurs aujourd'hui, qui ont été aidés pour une mise aux normes, ne pensent effectivement aujourd'hui quand le père ou la mère partent en retraite qu'à virer les vaches et à labourer le peu de prairie qui reste. C'est ce qu'il ne faut surtout pas faire. Il ne faut pas s'opposer à l'aide, à l'accompagnement de l'agriculture, sinon on ne va rien faire. C'est clair.